



Assemblée parlementaire de l'OTAN

94<sup>e</sup> ROSE-ROTH / GSM

---

## **RAPPORT DE SÉMINAIRE**

---

**BALKANS OCCIDENTAUX : DÉFIS POSÉS PAR LA  
TRANSITION, ASPIRATIONS EUROPÉENNES ET  
LIENS AVEC LA RÉGION MOAN**

**SARAJEVO, BOSNIE-HERZÉGOVINE**

21-23 mars 2017

## I. INTRODUCTION : PROFIL DE LA RÉGION

1. Du 21 au 23 mars 2017, des parlementaires des États membres, associés, membres associés méditerranéens et observateurs de l'AP-OTAN se sont réunis en Bosnie-Herzégovine pour le 94<sup>e</sup> séminaire Rose-Roth. Le séminaire, qui se tenait pour la quatrième fois à Sarajevo, s'intitulait « Balkans occidentaux : défis posés par la transition, aspirations européennes et liens avec la région MOAN » et a été organisé conjointement avec les membres du Groupe spécial Méditerranée et Moyen-Orient de l'AP-OTAN.

2. Plusieurs pays des Balkans occidentaux traversent une crise politique et économique grave, qui complique leurs relations avec l'Union européenne et l'OTAN. En outre, certains problèmes que connaissent les pays occidentaux se propagent dans la région. La crise financière, la montée de mouvements politiques populistes, voire antidémocratiques, dans les pays occidentaux, l'incertitude quant aux priorités de la politique étrangère états-unienne à la suite des élections présidentielles, le Brexit et la crise identitaire au sein de l'Union européenne ainsi que son moratoire sur l'élargissement ont tous eu des répercussions négatives sur la région. À l'heure où la première motivation pour la mise en œuvre de réformes reste l'intégration euro-atlantique, l'Union européenne connaît une crise identitaire qui, aux yeux de nombreux citoyens de la région, semble réduire les possibilités d'adhésion. Cette situation ouvre la voie aux mouvements nationalistes et sectaires, qui pourraient en profiter pour bloquer les réformes, miner les efforts d'adhésion et raviver des tensions très anciennes dans la région. La récente visite de Federica Mogherini dans la région a permis de mettre ces tensions clairement en évidence.

3. Lors de sa présentation liminaire, **Florian BIEBER**, professeur au centre d'études de l'Europe du Sud-Est, a présenté un aperçu de la situation dans la région. Ce dernier a souligné que le système international était grevé par la crise, y compris la montée du populisme, la crise migratoire et la crise des réfugiés, ainsi que le Brexit et les événements politiques inquiétants que connaissent certaines démocraties occidentales. Il a indiqué que, pendant trop longtemps, il a été admis qu'aucune alternative à un avenir libéral démocratique n'existait pour la région. Cette solution, bien qu'enviable, n'est, toutefois, pas forcément la plus probable. Par conséquent, il convient d'envisager d'autres possibilités.

4. La notion de modification du tracé des frontières représente, par exemple, une notion plutôt répandue, mais extrêmement dangereuse. Florian Bieber a laissé entendre qu'un pas dans cette direction entraînerait une véritable tragédie. Il a néanmoins signalé qu'il convenait de se pencher sérieusement sur l'établissement d'une paix durable dans la région. En effet, aucun progrès dans la construction démocratique n'y a été récemment enregistré et la région régresse à de nombreux égards. Les libertés des médias s'érodent, la bonne gouvernance s'avère difficile à mettre en place et la région ne parvient pas à converger avec le reste de l'Europe en matière de développement socio-économique. La confiance dans les parlements s'amenuise et le système de partis est nébuleux. Les citoyens sont tentés par les promesses d'hommes forts et autoritaires, qui exploitent le manque de confiance ambiant. Les pays occidentaux ne sont toutefois pas en reste, mais ils disposent d'institutions démocratiques plus solides, présentant un degré de résilience dont les Balkans occidentaux ne jouissent pas.

5. Pour beaucoup, la possibilité d'adhésion à l'Union européenne aurait pu contribuer à pallier ces manques, mais cette option semble de plus en plus inaccessible. M. Bieber a indiqué que l'UE doit jouer un rôle essentiel dans la mise en place de normes fondamentales de gouvernance dans la région. Elle ne doit faire aucun compromis à ce sujet pour les pays aspirant à l'adhésion. Le niveau de coopération économique nécessaire à l'adhésion impose aux pays candidats de respecter des normes très élevées en matière de gouvernance. Ce point s'avère crucial pour les institutions et explique pourquoi les Balkans occidentaux sont tenus de respecter cette norme exigeante. M. Bieber a cependant avancé que des efforts supplémentaires pouvaient être déployés pour ancrer la région dans l'UE, même si certaines zones de la région ne font toujours pas officiellement partie de l'Union.

6. À court terme, l'adhésion restera probablement inaccessible aux pays candidats des Balkans occidentaux. D'après M. Bieber, le principal défi consiste à remettre l'établissement de la démocratie au centre des débats. En effet, ces derniers temps, des avancées moins importantes dans d'autres domaines ont pris le pas sur le développement démocratique. La démocratie et la bonne gouvernance sont les clés d'un changement positif dans la région et elles doivent être visées par les acteurs régionaux et internationaux. M. Bieber a de nouveau déclaré que les Balkans occidentaux ne disposaient d'aucune alternative viable à la démocratie libérale et à l'adhésion à l'UE. Il a également expliqué que ces deux points devaient constituer le postulat de base des acteurs principaux, tant dans la région qu'en dehors de celle-ci. D'autres solutions existent, mais n'offrent pas d'alternatives adéquates.

## II. LA SITUATION EN BOSNIE-HERZÉGOVINE

7. Les difficultés auxquelles la Bosnie-Herzégovine est confrontée illustrent cette inquiétante dynamique. Florian Bieber a indiqué que le pays avait connu trois phases depuis la fin de la guerre. Entre la signature des accords de Dayton et 2000, la Bosnie-Herzégovine s'est simplement engagée à mettre en œuvre ces accords et à surmonter plusieurs blocages qui empêchaient le bon fonctionnement de l'État. De 2000 à 2006, le pays a bénéficié d'une importante aide de la communauté internationale et plusieurs réformes ont été concrétisées. Depuis, la situation connaît des déboires qui n'ont fait qu'empirer, dans la mesure où l'UE et l'OTAN se sont davantage intéressées à d'autres pays. **Mladen IVANIC**, président du collège présidentiel de Bosnie-Herzégovine, a expliqué que son pays avait fait des progrès en vue d'une éventuelle adhésion à l'UE ainsi qu'à l'OTAN, mais il a regretté que des problèmes surviennent dès que les dirigeants reviennent sur le passé. L'évocation du passé renvoie chaque communauté à sa position de victime et à ses souffrances, rendant ainsi les progrès difficiles.

8. **Sefik DZAFEROVIC**, président de la chambre des représentants de l'Assemblée parlementaire de Bosnie-Herzégovine, a indiqué que son pays avait signé un accord de stabilisation et d'association avec l'Union européenne en 2016, accord confirmé par le collège présidentiel et les deux chambres du parlement. Toutes les parties s'entendent sur les réformes nécessaires pour rejoindre à l'UE et le pays progresse en vue d'adopter l'acquis de l'UE – un point également approuvé par les entités.

## III. ADHÉSION À L'OTAN

9. **Nikola LOVRINOVIC**, chef de la délégation de l'Assemblée parlementaire de la Bosnie-Herzégovine auprès de l'AP-OTAN, a évoqué la relation importante du pays avec l'OTAN et a déclaré que leur coopération s'avérait très constructive. Bien que des différends aient été réglés par la force par le passé dans le pays, la situation a heureusement changé. Il a toutefois souligné que certains protagonistes s'opposaient à l'adhésion de la Bosnie-Herzégovine à l'OTAN. Sefik Dzaferovic a également annoncé que cette adhésion représentait un intérêt stratégique pour son pays, tout en relevant qu'un consensus social devait encore être obtenu, notamment en raison du manque de popularité de l'OTAN dans la Republika Srpska. Il a reconnu que le pays était à la traîne en ce qui concerne l'enregistrement de biens immobiliers militaires auprès du ministère de la défense. Cet enregistrement constitue une condition *sine qua non* à l'extension d'un plan d'action pour l'adhésion (MAP) de la part de l'OTAN. La Bosnie-Herzégovine alloue, en outre, moins de 1 % de son PIB à la défense et une grande partie de ce pourcentage est consacrée au personnel. Des dépenses plus importantes en matière de défense seront requises à terme. Selon Mladen Ivanic, les demandes de fonds publics sont nombreuses, y compris des aides visant à soutenir et loger les personnes déplacées.

10. **Josip BRKIC**, ministre adjoint des affaires étrangères et président de l'équipe de coordination de l'OTAN du conseil des ministres de Bosnie-Herzégovine, a également évoqué l'histoire du partenariat de son pays avec l'OTAN. Comme de nombreux autres intervenants l'ont indiqué, à Tallinn, la Bosnie-Herzégovine s'est vu promettre le début d'un plan d'action pour l'adhésion si elle était en mesure d'enregistrer tous ses biens immobiliers de défense. Dans la mesure où le pays n'a pas encore atteint cet objectif, aucun plan n'a été lancé. Cependant, le pays a participé au programme de partenariat pour la paix de l'OTAN. Il est également impliqué dans le processus de planification et d'examen (PARP), qui vise à promouvoir le développement des forces et des capacités des partenaires les plus à même à coopérer avec les pays de l'Alliance dans le cadre d'opérations d'intervention en cas de crise et d'autres activités de promotion de la sécurité et de la stabilité. En outre, l'OTAN a apporté une aide essentielle au pays en matière de déminage, de mise en place d'un examen de la défense et de reconversion du personnel militaire. D'après M. Brkic, les principaux avantages de la relation du pays avec l'OTAN couvrent l'adoption de normes essentielles de gouvernance, le respect de l'État de droit, la réforme de la défense, la gestion du budget, le développement des ressources humaines, la gestion des crises, la planification des mesures d'urgence et le développement de la diplomatie publique. Il a ajouté que la participation à la FIAS et à la mission *Resolute Support* a également permis à l'armée bosnienne de renforcer sa capacité opérationnelle. Par ailleurs, il a noté que l'approfondissement des relations avec l'UE et avec l'OTAN s'avérait mutuellement bénéfique, dans la mesure où les deux institutions proposent des réformes très similaires. Il a évoqué plusieurs initiatives de l'UE qui aident la Bosnie-Herzégovine à élaborer des méthodes assurant une plus grande transparence de la gouvernance et permettant de lutter contre la corruption et le crime organisé.

11. **Ján PŠENICA**, ambassadeur de Slovaquie en Bosnie-Herzégovine, a avancé que la Bosnie-Herzégovine avait enregistré des progrès constants dans ses relations avec l'OTAN en rejoignant le partenariat pour la paix, en acceptant un programme de partenariat fondamental et en participant au processus de planification et d'examen. La simple mise en place d'une armée intégrée unique, dotée d'une seule chaîne de commandement, a offert une belle avancée au pays. **Marina PENDES**, ministre de la défense de Bosnie-Herzégovine, a signalé que cette armée intégrée avait participé à des opérations de paix internationales avec succès. Elle a expliqué aux délégués que l'examen de la défense permettrait de définir les autres mesures que le pays doit prendre pour se constituer des forces militaires modernes, bien équipées et interopérables. Elle a également déclaré envisager, un jour, l'intégration de tous les pays de la région au sein de l'Alliance et de l'UE.

12. La générale de brigade **Giselle M. WILZ**, commandante de l'OTAN en Bosnie-Herzégovine, a insisté sur le fait que la principale priorité de l'OTAN était d'aider la Bosnie-Herzégovine à développer des structures de sécurité durables et efficaces. Elle a également indiqué que l'imminent examen exhaustif de la défense permettrait de s'assurer que le pays dispose de forces modernes et flexibles, capables de résoudre des problèmes de sécurité légitimes. Mme Wilz a expliqué qu'il était impossible d'éviter la question de l'enregistrement des biens militaires. Pour l'OTAN, cette mesure constitue un test politique important pour le pays. Malheureusement, après sept ans, ce processus est bloqué et hautement politisé. Certaines améliorations dans d'autres domaines sont toutefois évidentes. La Bosnie-Herzégovine dispose à présent de plusieurs unités militaires multiethniques respectant les normes de l'OTAN en la matière.

13. La politisation de la question des propriétés militaires est la véritable cause de ces retards, même si des raisons techniques et juridiques peuvent être invoquées. Aucune propriété militaire n'a été enregistrée dans la Republika Srpska. **Nedeljko CUBRILOVIC**, président du Parlement de la Republika Srpska, a indiqué que la population de cette région s'opposait tout simplement au projet d'adhésion à l'OTAN. Mladen Ivanic, président du collège présidentiel de Bosnie-Herzégovine élu par la Republika Srpska, a signalé que le véritable problème résidait dans le fait que certaines mesures nécessaires pour réaliser le plan d'action pour l'adhésion concernaient les problèmes de société les plus difficiles à résoudre. Il a ajouté que les soucis d'enregistrement de biens militaires faisaient à présent l'objet d'actions en justice, que le problème était de nature tant politique que technique et qu'il ne serait sans doute pas résolu ces dix prochaines années. Il a indiqué que la

Bosnie-Herzégovine « devrait demander l'adhésion à l'OTAN à condition que tous les pays des Balkans la rejoignent », ce qui n'est pas envisageable dans un futur proche.

14. **Sifet PODZIC**, président de la commission conjointe pour la sécurité et la défense de Bosnie-Herzégovine, a également mentionné les différends manifestes entre les communautés quant à l'adhésion à l'OTAN, ajoutant que la structure de l'État tendait à renforcer ces différends. Il a déclaré que le ministre de la défense faisait face à des difficultés en ce qui concerne les marchés publics et les ressources humaines. De nombreuses personnes quittent le secteur militaire en raison de salaires trop bas. Il a ajouté que les équipements étaient obsolètes et que des mesures supplémentaires devaient être prises pour rendre l'armée plus efficace, sans troubler les préoccupations ethniques.

15. **Ankica TOMIĆ**, cheffe du département pour la coopération internationale et l'intégration européenne du ministère de la sécurité de Bosnie-Herzégovine, a évoqué les efforts déployés actuellement pour intégrer les structures de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU sur les femmes, la paix et la sécurité. Des mesures sont, en effet, prises afin d'engager des femmes dans les forces de police du pays et de faire activement participer celles-ci aux missions de soutien de la paix au Sud-Soudan et à Chypre. Ces mesures de prise en compte de la dimension du genre s'appliquent tant au ministère de la défense qu'à des initiatives communautaires et couvrent notamment des actions ciblées dans cinq municipalités. En dépit de ces efforts, de nombreuses barrières subsistent à la parité hommes-femmes, comme le fait que très peu de postes de ministres soient occupés par des femmes dans le pays. Dans le cadre de cette initiative, le gouvernement coopère avec l'OTAN, l'OSCE, le PNUD et ONU Femmes.

16. **Miloš ŠOLAJA**, le directeur du centre de relations internationales de Banja Luka, a annoncé qu'il convenait de comprendre que l'OTAN n'était pas « le seul protagoniste » et que la Russie et, dans une moindre mesure, la Chine, exerçaient une certaine influence en Bosnie-Herzégovine. La Turquie est également un acteur important. Il a souligné que, pendant plusieurs décennies, la Yougoslavie avait entretenu de bonnes relations avec l'OTAN, mais que l'implication de l'OTAN dans les guerres des années 1990 avait altéré son image aux yeux de nombreux citoyens. Les premières opérations militaires de l'OTAN ont été conduites contre les forces de la Republika Srpska, un événement toujours bien présent dans les mémoires. Il a indiqué que l'accord de paix de Dayton a marqué les prémices d'une réconciliation et que de nombreux compromis ont été faits pour instaurer la paix et jeter les bases de la création d'un État. Une structure militaire intégrée a progressivement été mise en place entre 2003 et 2008, un effort incluant une série de réformes efficaces.

17. Cet optimisme a toutefois disparu en 2009, lorsque le pays a demandé un plan d'action pour l'adhésion. La Republika Srpska n'a pas adopté le MAP et ses citoyens se sont fermement opposés à une éventuelle adhésion. La crise financière mondiale a, par ailleurs, rendu la situation particulièrement incertaine et, depuis, la Russie ne cesse de renforcer sa présence dans la région. La Russie joue un rôle clé dans le secteur de l'énergie de la Republika Srpska. Cette situation change la politique locale. La Russie influence la population serbe en jouant sur sa corde sensible. Elle a, par exemple, opposé son veto à une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU qui aurait reconnu le massacre de Srebrenica de 1995 comme acte de génocide. La politique en Bosnie-Herzégovine est de plus en plus clivante, au point où Banja Luka a refusé de faire appel à l'armée du pays pour célébrer la fête nationale. L'actuelle crise politique dans l'ex-République yougoslave de Macédoine<sup>1</sup> et l'annonce récente du souhait de Pristina d'établir une armée nationale polarisent davantage la situation en Bosnie-Herzégovine et constituent de menaces pour la stabilité et la démocratie.

---

<sup>1</sup> La Turquie reconnaît la République de Macédoine sous son nom constitutionnel.

18. La Serbie entretient également une relation ambiguë avec l'OTAN. Elle coopère avec l'Alliance tout en ne manifestant aucun intérêt d'y adhérer. **Milos POPOVIC**, du centre des études pour la sécurité de Belgrade, a déclaré que, dans la mesure où les perspectives économiques sont mauvaises, de nombreux citoyens sont la proie de la démagogie et de la désinformation. Les jeunes ne peuvent pas voyager et ne comprennent pas ni l'intérêt de l'OTAN ni celui de l'UE. Il a expliqué que les jeunes de 30 à 39 ans ont un point de vue différent et se montrent plus pro-occidentaux. M. Popovic a indiqué que, d'après un récent sondage, seuls 9 % des Serbes voteraient en faveur de l'adhésion à l'OTAN et que la plupart d'entre eux sont satisfaits de l'état actuel des relations de leur pays avec la Russie. Environ un tiers de la population serbe est en faveur d'une coopération avec l'OTAN, mais la majorité des Serbes préfèrent que le pays reste neutre. 23 % des Serbes souhaiteraient voir s'instaurer une véritable alliance politique avec la Russie, tandis que 48 % préfèrent le statu quo. Beaucoup estiment que de bonnes relations avec la Russie faciliteraient un plus grand investissement dans le pays. Seuls 4 % des Serbes considèrent l'influence russe comme négative. M. Popovic a ajouté que le paradoxe résidait dans le fait que peu de parents serbes envisagent d'envoyer leurs enfants étudier en Russie. À cet effet, ils préfèrent les pays occidentaux, ce qui suggère une importante ambiguïté par rapport aux États-Unis.

19. La Serbie a mené des exercices militaires avec la Russie et a acheté du matériel militaire russe, dont des avions de combat MiG. En outre, la Serbie n'a pas adopté de sanctions contre la Russie après son annexion de la Crimée. Un participant a souligné que si la Serbie souhaitait réellement instaurer une relation militaire étroite avec la Russie, il s'avérerait très difficile d'envisager sa candidature pour l'adhésion à l'UE.

20. **Savo KENTERA**, président du Conseil Atlantique du Monténégro, a fait savoir qu'il n'était pas facile d'informer les citoyens de la région quant aux avantages d'une adhésion à l'OTAN, car des stéréotypes datant de la guerre froide et des années 1990 persistent. Nombre d'entre eux se souviennent de la campagne de bombardement de l'OTAN contre la Serbie et les milices serbes. Des mesures sont toutefois prises au Monténégro pour expliquer le rôle de l'OTAN et la manière dont elle peut favoriser la stabilité. Ces mesures ont permis d'enregistrer un soutien en faveur de l'adhésion d'environ 50 % de la population. Par ailleurs, la Russie présente l'OTAN comme une organisation fortement expansionniste et son discours semble toucher une certaine frange de la population. D'après M. Kentera, la Russie a récemment commencé à s'imposer, tout d'abord via des investissements, puis de manière plus pernicieuse. Il a indiqué qu'il existait des preuves de l'implication de la Russie dans un récent coup d'État déjoué. Cette situation ne permet d'envisager le pays ni comme un partenaire à long terme pour la région ni comme un moteur de stabilité. M. Kentera a accusé la Russie d'essayer d'empêcher le Monténégro d'accéder à l'OTAN et de ne pas avoir le moindre remord à tenter de déstabiliser le pays à cette fin.

## VI. RÉFORME DANS LA RÉGION

21. Les réformes sont au point mort dans l'ensemble de la région, ce qui s'explique notamment par les troubles politiques intérieurs. En ex-République yougoslave de Macédoine, le président refuse de confier un mandat à la coalition de partis qui constitue pourtant une majorité claire, bien que l'UE et l'OTAN aient signalé que son action allait à l'encontre de la bonne gouvernance. Le gouvernement est dans l'impasse dans ce pays. Dans le même temps, au Monténégro, l'opposition boycotte le parlement. Les relations entre Belgrade et Pristina sont de plus en plus tendues ; les autorités kosovares annoncent qu'elles veulent créer une armée régulière, une initiative qui, d'après l'OTAN, mettrait en péril la coopération avec l'Alliance. La Serbie refuse de coopérer avec le Kosovo dans de nombreux domaines et, selon **Marta SZPALA**, chercheuse principale au sein du département Europe centrale de l'OSW de Varsovie, ni l'UE ni les États-Unis n'ont fait suffisamment d'efforts pour aider les parties à surmonter ces dissensions.

22. Plusieurs intervenants ont suggéré que la Russie pouvait et devait contribuer à la stabilisation des Balkans occidentaux, aux côtés de l'UE et des États-Unis. Néanmoins, la Russie a plutôt eu tendance à mettre de l'huile sur le feu en vue de compliquer une éventuelle intégration à l'UE et à l'OTAN. Savo Kentera a accusé directement la Russie de chercher à déstabiliser son pays afin de l'empêcher d'adhérer à l'OTAN. La Russie a également exploité la question du Kosovo pour renforcer son influence en Serbie. Elle a utilisé ses investissements de façon stratégique pour maintenir son ascendant et il est généralement admis qu'elle soutient des partis et des mouvements anti-OTAN et anti-UE dans la région.

23. **Khalidoun SINNO**, chef adjoint de la délégation de l'UE en Bosnie-Herzégovine, a noté que le gouvernement devait s'éloigner de la logique de Dayton au profit de la logique de Bruxelles. Il a déclaré qu'après les troubles sociaux de 2015, toutes les factions politiques de Bosnie-Herzégovine s'étaient engagées en faveur d'un avenir européen pour le pays. Le gouvernement fédéral et les gouvernements des entités ont adopté un programme de réforme ambitieux, qui donnera plus de place au secteur privé et en fera un acteur clé du changement. Des réformes ont été adoptées dans le domaine du travail, des banques, des retraites et du secteur public. Elles ont ainsi préparé le terrain pour la demande d'adhésion du pays à l'UE, demande soumise en 2015. Cette mesure est généralement considérée comme une étape positive et le pays a commencé à répondre aux questionnaires très détaillés marquant les prémices du processus d'adhésion. Le simple fait de répondre à ces questions constitue un défi en soi pour l'État et requiert un certain dialogue et, par conséquent, des réformes supplémentaires.

24. Des inquiétudes sérieuses existent toutefois quant à la situation en Bosnie-Herzégovine. Les dirigeants du pays sont souvent rétrogrades et, lors de sa récente visite à Sarajevo, la haute représentante Federica Mogherini a invité ces derniers à adopter une attitude résolument tournée vers l'avenir. Des efforts continus restent nécessaires à tous les niveaux de gouvernement en ce qui concerne les réformes. M. Sinno a indiqué que la structure de gouvernance était complexe et qu'elle devait être conçue pour être efficace. Lors des discussions, M. Sinno a indiqué que Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, avait déclaré que l'élargissement de l'UE était peu probable à court terme. Il a toutefois soutenu qu'il s'agissait essentiellement d'une juste évaluation de l'état de préparation des pays candidats et que l'UE devait repenser son propre objectif. Il a également souligné que l'UE encourageait les dirigeants de tous les pays de la région à approfondir leur dialogue et à trouver de nouvelles manières de s'entendre et de collaborer.

25. **Srecko LATAL**, analyste politique indépendant, a cependant affirmé qu'en dépit des opinions de certains, la situation était encore largement pire, suggérant que l'approche de l'UE ne fonctionnait pas. Il a insisté sur le fait qu'aucune réunion de la présidence bosnienne ne s'était tenue ces deux derniers mois et que son site Internet était bloqué. Les coalitions au pouvoir au niveau des entités et du fédéral se sont effondrées et le gouvernement ne se concentre que sur certains domaines limités. Les parlements sont bloqués par l'absence de plusieurs groupes, ce qui empêche tout quorum. Il a également révélé que l'économie connaissait des temps très difficiles, dans la mesure où les dépenses de l'État dépassent ses revenus. Les pensions de retraite ne sont pas payées et le niveau de la dette intérieure augmente. De nombreuses entreprises publiques ne payent pas leurs impôts et ne contribuent pas, par conséquent, aux prestations sociales. M. Latal a indiqué que la Republika Srpska ne répondait pas aux questionnaires de l'UE. Bien que les tensions ethniques soient en grande partie à l'origine du problème, il en va de même pour les querelles politiques qui touchent les blocs ethniques du pays.

26. Il a souligné que les groupes politiques ne communiquaient presque pas entre eux et que la communication politique passait de plus en plus par les médias. M. Latal a également annoncé que le système de favoritisme gagnait du terrain, renforçant davantage la paralysie administrative. La classe politique est généralement blâmée pour ce blocage, mais le phénomène reflète un malaise social bien plus vaste. La Bosnie-Herzégovine recule et la société civile est fortement affaiblie. La situation ouvre ainsi la voie à une forme dangereuse de politique. Des forces centrifuges voient leur importance grandir, bien que les citoyens du pays aient réappris à vivre ensemble. Ces derniers se

sont totalement détachés de la politique et ne semblent plus vraiment se soucier des réformes, selon M. Latal. Il a indiqué qu'il y avait encore de l'espoir pour le pays, mais que cet espoir s'estompait progressivement.

27. Il a également mentionné les difficultés rencontrées au niveau international. L'influence des États-Unis dans les Balkans occidentaux s'érode, tandis que la Russie, la Turquie et l'Arabie saoudite se montrent de plus en plus actives. Ce point renforce les tensions dans la région, car certains groupes nationaux disposent de soutiens extérieurs, alors que les pays de la région n'en ont pas. D'après M. Latal, la Bosnie-Herzégovine pourrait ne pas survivre à ce type de pression, dans la mesure où elle est poussée vers une rupture de l'intérieur et de l'extérieur. Il a déclaré que les dirigeants bosniens devaient comprendre ces risques incontestables et accorder d'importantes concessions aux communautés croate et serbe dans l'intérêt de la santé de l'État à long terme. Il a indiqué que l'UE devait également se réengager dans le pays de manière constructive.

28. **Denis ZVIZDIC**, président du Conseil des ministres de Bosnie-Herzégovine, a reconnu que l'adhésion à l'UE n'aboutirait jamais si son pays ne parvenait pas à mettre en œuvre certaines réformes complexes au niveau national. Selon lui, le renforcement de l'État de droit ainsi que la lutte contre le crime et la corruption sont des priorités. Il s'est montré plus enjoué que les intervenants précédents quant au niveau de réforme politique et économique entreprise par la Bosnie-Herzégovine. Il a évoqué les taux de croissance avoisinant actuellement 3 % et l'augmentation des exportations comme signes de dynamisme potentiel. Il a également signalé que la Bosnie-Herzégovine se montrait inflexible avec les combattants étrangers et qu'elle avait été le premier pays de la région à considérer la participation à la guerre en Syrie comme un crime.

29. **Barisa COLAK**, président de la Chambre des peuples de l'Assemblée parlementaire de Bosnie-Herzégovine, a mis les participants en garde en signalant que la Bosnie-Herzégovine n'agissait pas assez rapidement pour répondre aux questionnaires de l'UE et pour respecter les critères du MAP. Il a regretté que les institutions du pays soient bloquées. Selon lui, les réformes sont en suspens depuis trop longtemps et il a ajouté qu'il était temps de modifier le droit électoral. Tout échec sur ce plan empêcherait la Bosnie-Herzégovine de rejoindre le reste de l'Europe.

## V. DÉFIS RÉGIONAUX

30. Marta Szpala a entamé ses remarques en suggérant que le gouvernement de la Serbie dépensait beaucoup d'énergie à entraver la reconnaissance du Kosovo. Les problèmes entre Pristina et Belgrade sont innombrables et couvrent, par exemple, des questions de propriété, de gestion des frontières et de présence de groupes ethniques serbes au Kosovo, groupes représentant environ 10 % des habitants du pays. Ces points difficiles auraient dû être résolus par le dialogue. Des progrès limités ont été enregistrés, mais la situation est à présent bloquée et le gouvernement de Serbie a décidé de ne pas rencontrer les représentants de Pristina. Les deux parties ne se sont pas réunies en 2016 et aucun accord n'a été pris depuis 2014. Seuls quatre des 17 accords convenus précédemment ont été totalement mis en œuvre et cinq autres l'ont été partiellement. Entre-temps, l'association des municipalités à majorité serbe est devenue une véritable pomme de discorde.

31. Tout dialogue a été interrompu, en partie parce que l'engagement de l'UE et des États-Unis est perçu comme érodé. L'UE a perdu de son influence et le processus d'adhésion s'est ralenti. Dans le même temps, la récente crise des réfugiés a redonné du poids à la Serbie dans ses pourparlers avec l'UE et limité ses incitations à faire des concessions. La Serbie et le Kosovo ont, en outre, connu d'importants changements internes. Les élections du printemps 2017 en Serbie et les manifestations de masse, organisées au Kosovo en 2016, ont influencé le changement d'attitude vis-à-vis du dialogue. Sur une note positive, Mme Szpala a ajouté que trois quarts de la société serbe étaient en faveur du dialogue. Le problème réside dans le fait que le gouvernement serbe semble utiliser le Kosovo pour renforcer ses propres pouvoirs sur la scène internationale et que la



société kosovare se prononce moins en faveur du dialogue avec la Serbie à ce stade. Quelque 46 % des Kosovars estiment que la Serbie a tiré parti du dialogue passé plus largement que le Kosovo et 78 % ont une opinion négative de la création de l'association des municipalités à majorité serbe. Cette position a été à l'origine d'importantes manifestations en 2016 au Kosovo, événements qui ont miné les efforts en faveur d'une plus grande intégration.

32. Pristina a demandé à adhérer à l'ONU et a pris des mesures unilatérales, afin de résoudre le conflit autour du complexe industriel de Trepca en le nationalisant. Le pays aspire, en outre, à transformer ses forces de sécurité en armée à part entière, mais la Serbie et l'OTAN s'opposent à cette opération. D'autres différends non résolus existent quant à l'enregistrement de biens immobiliers revendiqués par Belgrade et Pristina et aux tensions concernant le pont de Mitrovica. La détention en France de l'ex-premier ministre du Kosovo résultant d'un mandat d'arrêt serbe a également suscité des tensions. Enfin, un train arborant le drapeau serbe et la phrase « Le Kosovo est serbe » est récemment entré au Kosovo, attisant, à son tour, les passions du public.

33. Selon Mme Szpala, les deux parties utilisent ces conflits à des fins ouvertement politiques. Elles sapent ainsi la coopération et affaiblissent les élans démocratiques des deux côtés. Elle a déclaré que l'UE tolérait cette situation et semblait échanger la démocratie contre un dialogue fictif qui ne contribue nullement à réduire les tensions. Lors des discussions, elle a également noté que la Russie alimentait les tensions dans la région. Le Kremlin ne dispose simplement pas des outils et des moyens pour encourager la réconciliation. Au contraire, Moscou crée des problèmes et exacerbe les tensions dans les Balkans occidentaux pour imposer son propre agenda anti-occidental.

34. **Marko KMEZIC**, du centre pour les études de l'Europe du Sud-Est de l'université de Graz, a souligné que la crise en ex-République yougoslave de Macédoine s'inscrivait dans un traumatisme qui dure depuis plus de dix ans. Il a indiqué que les récentes élections ont marqué un changement important grâce à l'émergence de deux partis albanais au sein d'une future coalition gouvernementale<sup>2</sup>. Le fait que le président ait refusé la formation de ce gouvernement reflète les clivages profondément ancrés dans la société. La crise actuelle est extrêmement troublante, selon M. Kmezic, et elle va à l'encontre des principes démocratiques de base. Le commissaire européen chargé de l'élargissement vient d'indiquer que le fait d'empêcher la formation d'un gouvernement jouissant du soutien de la majorité était inacceptable.

35. D'après M. Kmezic, les relations interethniques dans le pays sont instables depuis longtemps et un nouveau pacte social entre les communautés divisées de l'ex-République yougoslave de Macédoine est clairement nécessaire. La plupart des partis politiques continuent malheureusement à utiliser des discours ethno-nationalistes pour renforcer leurs intérêts. Les progrès du pays dépendent de sa capacité à surmonter ce sombre schéma. Le conflit avec la Grèce à propos du nom du pays a également été utilisé pour alimenter les différends internes, devenant une nouvelle source d'inertie et d'enlèvement politique. Le gouvernement ne gère tout simplement pas les véritables problèmes.

36. L'ambassadeur **Istvan GYARMATI**, président du centre international pour la transition démocratique en Hongrie, a signalé que le vaste problème de lassitude de l'UE avait eu un impact négatif sur les Balkans occidentaux. Cette lassitude ainsi que le recul manifeste de l'UE et des États-Unis ont entraîné un vide à présent comblé par des forces extrêmement inopportunes, dont la Russie. D'après M. Gyarmati, le rôle de la Russie dans les Balkans occidentaux est particulièrement négatif. Il a évoqué la vente récente d'avions de chasse MiG 29 à la Serbie, des armes, selon lui, inutiles au pays et qui pourraient lancer une course à l'armement pernicieuse. Il a indiqué que le rôle de la Turquie changeait également et que ce pays semblait moins enclin qu'auparavant à contrebalancer les mouvances fondamentalistes au sein de certains groupes. Le retour de

---

<sup>2</sup> partis albanais qui devraient faire partie d'une coalition gouvernementale.

combattants revenant de Syrie et d'Iraq présente d'autres risques et la chute de Daech pourrait entraîner l'afflux d'un nombre encore plus important d'individus radicalisés représentant un danger pour la stabilité.

## VI. INSTABILITÉ DANS LA RÉGION MOAN ET LES BALKANS OCCIDENTAUX

37. **Andrea MANCIULLI**, chef de la délégation italienne auprès de l'AP-OTAN et rapporteur du Groupe spécial Méditerranée et Moyen-Orient (GSM), a présenté son rapport *La menace terroriste en Europe et dans les Balkans*. Ce rapport est le troisième d'une série. Le premier rapport portait sur l'émergence de Daech et le deuxième explorait son expansion en Afrique du Nord. Ce troisième rapport, le plus important des trois d'après M. Manciuilli, aborde la menace terroriste en Europe et dans les Balkans occidentaux.

38. M. Manciuilli a indiqué qu'en 1998, al-Qaida (AQ) avait dévoilé son programme pour un nouvel ordre international qui comprendrait, à terme, un État radical, formé en attaquant les pays de la région paralysés par un statu quo. Ce califat ne viendrait toutefois que plus tard. AQ n'a jamais perdu son identité d'organisation d'élite clandestine, n'ayant jamais entrepris une seule opération de construction d'un État. Daech affiche une identité bien différente. Il a mené une guerre asymétrique afin de rapidement mettre en place un État servant de patrie à ses adhérents. Daech a mis au point une stratégie de communication sophistiquée. En déployant une cyberstratégie de pointe, il a également envoyé un message clair à un vaste réseau d'adhérents potentiels et d'adversaires. Cette capacité de communication représente un défi très sérieux et le nombre de partisans de Daech dépasse largement celui jamais atteint par les premières unités d'AQ. L'organisation compte quelque 35 000 partisans, bien plus jeunes que les militants d'AQ. Nombre d'entre eux sont peu instruits et peu qualifiés, et ce, même sur des sujets relatifs à la foi islamique. Ils forment une armée de combattants formés par les nouveaux médias et viscéralement attirés par la violence.

39. M. Manciuilli a présenté la notion de vides comme un élément structurel central du phénomène Daech. Daech cherche à combler des vides politiques, sociaux et géographiques où les États sont faibles, voire absents. Il n'est donc pas étonnant de constater que le groupe se développe au Yémen et au Soudan, mais aussi dans des villes européennes où les jeunes sont marginalisés et se sentent abandonnés par la société dans laquelle ils vivent. Les sociétés occidentales doivent adopter une approche à long terme plus proactive pour aborder ce défi. Il a expliqué qu'un jeune de 12 ans avait récemment été arrêté et incarcéré en Autriche pour avoir téléchargé des instructions de fabrication d'un dispositif explosif avec une cocotte-minute. La gestion de ce type de menace requiert une approche préventive extrêmement précise à différents niveaux. Il a fait savoir que Daech avait mis au point des méthodes très complexes pour communiquer avec les jeunes et qu'il avait même créé un jeu vidéo pour transmettre ses valeurs.

40. Une autre partie du rapport porte sur les migrations et le problème de la montée de la xénophobie. Les pays occidentaux doivent reconnaître le degré de souffrance que connaissent bon nombre de ces migrants. Les migrations de masse pourraient entraîner de nouvelles tensions sociales qu'il convient de gérer de façon adéquate. M. Manciuilli a suggéré que les parlements nationaux ont un rôle clé à jouer dans le développement d'approches bien étudiées pour gérer ces problèmes extrêmement délicats. Il a expliqué que les terroristes exploitaient les différences et que les pays devaient faire preuve d'une plus grande unité tant au niveau national que sur le plan international. De nombreux pays ont mis en place des stratégies très efficaces afin de contrer la menace terroriste et certains enseignements peuvent en être tirés. M. Manciuilli a cité le Maroc comme pays ayant adopté une approche à la fois proactive et efficace de la radicalisation. Il a également noté que l'économie clandestine du trafic d'êtres humains, de drogues et d'armes était étroitement liée aux menaces terroristes. Par conséquent, dans le cadre d'une lutte plus vaste, il s'avérera essentiel de venir en aide aux pays qui ne connaissent que trop bien ces problèmes.

41. **Dragan MEKTIC**, ministre de la sécurité de Bosnie-Herzégovine, a évoqué la menace terroriste dans son pays, ainsi que les efforts de prévention déployés par l'État. Une tolérance zéro s'applique aux personnes ayant commis des actes terroristes, y compris les actes de violence, le recrutement et le financement. Une approche différente est adoptée pour ceux qui ne sont pas encore passés à l'acte, mais qui sont néanmoins considérés comme vulnérables au recrutement.

42. M. Mektic a indiqué que 225 citoyens de Bosnie-Herzégovine avaient combattu en Iraq et en Syrie et que, jusqu'à présent, 46 étaient revenus dans le pays. Quelque 50 d'entre eux ont été tués au combat et 115 se trouvent encore au Moyen-Orient. Plusieurs Bosniens engagés dans les combats vivaient dans d'autres pays d'Europe avant leur départ. Les 46 combattants revenus dans le pays font actuellement l'objet de poursuites pénales et 20 d'entre eux ont été jugés coupables de crimes. En Bosnie-Herzégovine, le fait de partir combattre en Syrie et en Iraq est punissable d'une peine de prison allant jusqu'à cinq ans. En 2016 et 2017, aucun Bosnien n'est parti pour ces pays. Il convient donc de souligner que les progrès sont manifestes.

43. La déradicalisation est une priorité capitale. Certains radicalisés vivent dans des communautés concentrées, ce qui permet à l'État d'entrer en contact avec eux et de leur présenter une solution de sortie. Le fait que la communauté musulmane du pays dispose d'un chef reconnu et d'une structure organisationnelle s'avère utile dans ce cas. Les hauts représentants de la communauté ont fermement condamné l'extrémisme violent. Des pays comme la France ne jouissent pas d'une telle structure et doivent à présent apprendre à gérer de nombreux jeunes radicalisés. La Bosnie-Herzégovine fait partie de la coalition antiterroriste mondiale et est très activement engagée dans son travail, particulièrement en ce qui concerne le départ de combattants étrangers et la prévention du financement du terrorisme.

44. **Valery PERRY**, associée principale du Conseil des politiques de démocratisation, a traité un certain nombre de cas pratiques sur la manière dont les pays gèrent l'extrémisme violent, ainsi que sur la nature des forces motrices du radicalisme, le phénomène des combattants étrangers et le financement de ces groupes. Elle a soulevé une conclusion importante, indiquant que le contre-terrorisme n'était souvent pas associé à la prévention. Beaucoup de pays mettent l'accent sur la lutte contre le terrorisme plutôt que sur la prévention. Il s'agit, selon elle, d'une occasion manquée. Mme Perry a évoqué une importante initiative visant à renforcer la résilience des villes. Elle a, par ailleurs, suggéré qu'il s'agissait d'une approche très forte de la prévention.

45. Les différents acteurs impliqués connaissent souvent mal la meilleure manière de traiter les combattants étrangers. Certaines régions des Balkans occidentaux ne disposent d'aucune politique efficace en matière de réintégration sociale et sont désemparées face aux familles de ces derniers. Cependant, une approche adéquate s'avère essentielle pour empêcher la poursuite de la radicalisation. Mme Perry a également expliqué que la radicalisation en prison représentait un problème crucial, qu'il convient de régler de manière systématique dans de nombreux pays. L'exclusion sociale, la marginalisation, les problèmes d'identité et le manque de capacité d'action, en particulier au sein des communautés minoritaires, alimentent le problème. Toutes ces questions doivent, par conséquent, être réglées via une approche de prévention efficace. Selon Mme Perry, il convient de déployer plus d'efforts afin de savoir comment rendre les communautés plus résilientes et comment concevoir des politiques à cet effet.

46. **Vlado AZINOVIĆ**, professeur à la faculté des sciences politiques de l'université de Sarajevo, a noté que les Balkans occidentaux n'avaient pas été touchés par des attaques terroristes, malgré leur réputation de base de recrutement pour Daech. Il a indiqué que les forces de maintien de l'ordre et les services de renseignements s'étaient montrés efficaces pour prévenir des attaques. Il a cependant ajouté que la complaisance était dangereuse. Il a mis la radicalisation en lien avec la mauvaise gouvernance et le manque de responsabilité politique, ainsi qu'avec les tensions interethniques et les conflits gelés dans la région. Cette situation permet d'expliquer pourquoi un nombre relativement important de combattants de Daech proviennent de la région. Néanmoins, ce nombre a diminué grâce aux efforts intensifs visant à stopper le flux de départs et à gérer les sources

du problème. L'intensification des combats en Syrie, les reculs territoriaux de Daech et la diminution du nombre de combattants potentiels peuvent également expliquer ce phénomène. Il a conclu en suggérant que les acteurs de la déradicalisation, dont plusieurs ONG, devaient baser leurs méthodes et leurs objectifs sur des informations et des données probantes. Il a mis les participants en garde en indiquant que, pour un problème si sensible, l'improvisation ne s'avérait pas judicieuse.

## VII. LA CRISE MIGRATOIRE DANS LES BALKANS OCCIDENTAUX

47. **Srdjan CVIJIC**, analyste principal en politiques de l'UE en matière de relations extérieures au sein de l'*Open Society European Policy Institute*, a abordé la crise que connaissent les Balkans occidentaux en matière d'immigration. Il a indiqué que l'afflux de réfugiés et de migrants de 2015 dans la région avait permis de tirer certains enseignements importants. Lorsque la frontière extérieure de l'espace Schengen est compromise, les frontières des États des Balkans occidentaux deviennent les véritables frontières extérieures de l'Europe et ces pays en sont alors les protecteurs. Par ailleurs, M. Cvijic a expliqué que plus les États de la région prennent un retard trop important par rapport à leurs voisins européens en matière de développement économique et de normes démocratiques, plus leurs citoyens sont tentés d'émigrer en Europe. Il a souligné que les événements de 2015 constituaient, en effet, une double crise migratoire.

48. Les sources de cette crise dans la région sont de nature tant externe qu'interne. Leur dimension externe se rapporte aux guerres en Syrie et en Iraq, ainsi qu'à l'instabilité prolongée et au conflit en Afghanistan et ailleurs. En 2015, le HCR a enregistré quelque 856 000 arrivées en Grèce par la mer, soit un nombre quatre fois supérieur à celui de 2014 avec 219 000 arrivées. La dimension interne porte sur le départ de citoyens des Balkans occidentaux, quittant la pauvreté et la corruption qui règnent dans leur région. Ces départs sont montés en flèche en 2015, car les citoyens ont « rejoint » la vague de réfugiés qui transitent par la région. En 2015, 66 000 personnes ont quitté l'Albanie et le Kosovo pour se rendre en Europe occidentale. Ces nombreux départs placent ces deux pays parmi les cinq premiers pays d'origine des demandeurs d'asile au sein de l'UE en 2015, juste derrière la Syrie, l'Afghanistan et l'Iraq. La même année, en Allemagne, les demandeurs d'asile albanais et kosovars étaient deuxième après les Syriens.

49. La situation sur la route des Balkans est aujourd'hui relativement stable, en grande partie grâce à l'accord passé entre l'UE et la Turquie. En mars 2017, les données révèlent un nombre total d'arrivées en Grèce d'environ 3 400, soit près de 60 fois moins qu'au début du même mois l'année dernière. Chaque jour, les arrivées en Grèce oscillent entre 0 et 24, et dépassent rarement 200. De nombreux migrants sont actuellement coincés entre la Grèce et la Serbie. La Grèce accueille plus de 60 000 réfugiés et migrants (14 640 personnes relevant de la compétence du HCR dans les îles et 47 950 sur le continent en janvier 2017). Dans la mesure où très peu souhaitent rester dans ce pays, chaque jour, plusieurs centaines d'entre eux parviennent à passer en ex-République yougoslave de Macédoine et ensuite en Serbie. Par conséquent, environ 7 800 personnes sont bloquées en Serbie pour le moment. Quelque 84 % d'entre elles se trouvent dans 17 centres gouvernementaux chauffés et le reste dort dans la rue dans le centre de Belgrade ou à la frontière avec la Hongrie. Le HCR a dénombré environ 800 personnes occupant illégalement le centre-ville (principalement des Afghans et des Pakistanais) et refusant, pour la plupart, de se rendre dans les centres mis à disposition par le gouvernement.

50. Chaque jour, des dizaines de personnes escaladent la barrière, construite en octobre 2015, à la frontière hongroise. Il est difficile de déjà savoir si les nouvelles mesures adoptées par le Parlement hongrois en matière de détention des demandeurs d'asile provoqueront un engorgement en Serbie ou en Grèce. L'asile n'est cependant pas octroyé aux nombreux citoyens des Balkans et le traitement de ces cas particuliers est généralement très rapide. Selon M. Cvijic, même les demandeurs qui ont des raisons de craindre des persécutions dans leur pays d'origine ne sont, en général, pas protégés. En Allemagne, à l'heure actuelle, seul 0,3 % des bénéficiaires de l'asile sont originaires des Balkans. En comparaison, 96 % des réfugiés syriens en bénéficient.

51. En 2015, la crise des réfugiés a brièvement replacé les Balkans occidentaux sur la carte politique de l'Europe. De nombreux acteurs ont espéré que cette situation pousserait l'Europe à considérer la région sous un angle nouveau et à réaffirmer son engagement politique, afin d'augmenter son aide et de permettre à la région d'envisager une adhésion. M. Cvijic a souligné que, malheureusement, cet espoir n'avait pas abouti. La crise des réfugiés n'a, en effet, pas permis de catalyser un nouvel engagement politique de l'UE dans la région. Il a ajouté que la promesse faite à Thessalonique en 2003 tombait dans l'oubli. Le « Livre blanc sur l'avenir de l'Europe » publié par la Commission européenne le 1<sup>er</sup> mars 2017 ne mentionne, par exemple, pas une seule fois l'élargissement. Il se concentre plutôt sur la fermeture de la route migratoire des Balkans occidentaux. L'UE semble de plus en plus encline à marchander la démocratie contre la stabilité. En outre, elle ferme les yeux sur les tendances autoritaires des dirigeants locaux et soutient parfois activement les hommes forts de la région, sans tenir compte des régressions enregistrées sur le plan démocratique dans ces pays.

52. La passivité de l'UE pourrait, en conséquence, devenir la principale cause extérieure de la fragilité des Balkans occidentaux. M. Cvijic a expliqué qu'il existait d'autres liens négatifs. La crise financière et économique, ainsi que la crise de la dette de 2008 ont eu des conséquences plus sérieuses dans la périphérie de l'Union européenne qu'au cœur de celle-ci. Les pays des Balkans occidentaux ne sont parvenus à retrouver leur niveau de PIB de l'époque qu'en 2016. Ces pays sont souvent considérés comme des pays non membres, mais cette situation prête à confusion. En effet, 85 % de leurs échanges commerciaux sont effectués avec l'UE et sont ainsi, en termes relatifs, 12 fois supérieurs à ceux de la Russie avec l'UE. En outre, la situation économique de l'Allemagne et de l'Italie a une incidence très importante sur les Balkans occidentaux.

53. M. Cvijic a conclu en soulignant qu'en se concentrant largement sur la stabilité, l'UE a perdu de son influence en matière de changement dans la région. Elle a, dès lors, permis à d'autres acteurs géopolitiques de renforcer leur emprise. M. Cvijic a indiqué que l'influence de la Russie dans les Balkans occidentaux, en particulier, s'avérait dangereuse. Selon lui, elle ne repose pas suffisamment sur un programme constructif et vise principalement à miner les ambitions d'adhésion à l'OTAN et à l'UE des pays de la région. Il a déclaré qu'il était impossible d'aboutir à une stabilité totale dans la région sans adhésion à l'UE. Il a également noté que la simple évocation d'un retrait des États-Unis pourrait avoir des conséquences extrêmement négatives.

54. **Aram Mohammed ALI**, second vice-président du Conseil des représentants d'Iraq, a déclaré qu'en dépit d'une mauvaise situation économique et du lourd héritage de l'ancien régime, les Iraquiens sont parvenus à faire face au défi posé par l'organisation terroriste Daech. Il a indiqué espérer que Daech serait bientôt expulsé d'Iraq. Néanmoins, la présence de l'organisation dans le nord du pays a dévasté celui-ci et a poussé des millions de personnes à quitter leur foyer. M. Ali a insisté sur le fait que, sans l'aide de la communauté internationale, l'Iraq serait incapable de gérer l'énorme nombre de personnes déplacées au sein du pays. Il a également expliqué que la communauté internationale devait commencer à envisager l'étape post-Daech et favoriser la reconstruction et la stabilisation du Moyen-Orient. Il a signalé que l'Iraq avait besoin d'aide pour renforcer ses institutions, lutter contre la corruption et mettre en place une démocratie consensuelle et inclusive.